



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Monsieur [REDACTED]  
Directeur [REDACTED]  
EHPAD CENTRE HOSPITALIER SAINT  
PONS  
QUA FRESCATIS  
34220 ST PONS DE THOMIERES

Date : Vendredi 23 février 2023

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire  
Notification de décision définitive  
**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

**V/Réf :** Votre courrier reçu par mail le 02 février 2024

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 29 décembre 2023, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Dans le tableau définitif de synthèse des mesures correctives et le tableau des remarques ci-joints, l'ensemble des prescriptions et recommandations ont été levées.

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

Pour le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie  
et par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe

**Didier JAFFRE**

  
**Sophie ALBERT**


Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle  
Pôle Régional Inspection Contrôle

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives  
Tableau des remarques et des recommandations retenues  
Contrôle sur pièces de l'EHPAD CH ST PONS  
Situé à SAINT PONS DE THOMIERES (34)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives retenues (0)

Ecart (4)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
<b>Ecart 1 :</b> La structure déclare que la Commission de Coordination Gériatrique n'est pas constituée, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-158, 3° du CASF.	Art. D.312-158, 3° du CASF	<b>Prescription 1 :</b> Se mettre en conformité à la réglementation.	<b>Effectivité 2024</b>		Prescription 1 levée
<b>Ecart 2 :</b> Les comptes rendus des CVS ne sont pas signés par le Président du CVS, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-20 du CASF.	<b>Art. D.311-20</b> du CASF	<b>Prescription 2 :</b> La structure est invitée à s'assurer de la signature des CR des CVS par le Président du CVS, pour les prochaines séances.	<b>Immédiat</b>		Prescription 2 levée

<p><b>Ecart 3 :</b> La mission constate, sauf réponse apportée ultérieurement, que le médecin coordonnateur de l'EHPAD n'est pas titulaire d'un des diplôme d'études spécialisées complémentaires de gériatrie, d'un diplôme d'études spécialisées de gériatrie ou de la capacité de gérontologie ou d'un diplôme d'université de médecin coordonnateur d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ou, à défaut, d'une attestation de formation continue. Cette situation n'est pas conforme à l'article D312-157 du CASF.</p>	Art D. 312-157 du CASF	<p><b>Prescription 3 :</b> Se mettre en conformité à la réglementation.</p>	Effectivité 2024		Prescription 3 levée
<p><b>Ecart 4 :</b> L'établissement déclare un équivalent temps plein du médecin Coordonnateur de ■■■■ ETP pour 129 places autorisées, contrevient à l'article D312-156 du CASF. La réglementation prévoit pour cette capacité, un ETP de 0,80 médecin coordonnateur.</p>	Art. D.312-156 du CASF	<p><b>Prescription 4 :</b> Se mettre en conformité à la réglementation.</p>	Effectivité 2024		Prescription 4 levée

Tableau des remarques et des recommandations retenues (0)

Remarques (3)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS
<b>Remarque 1 :</b> La structure déclare que la formation d'encadrement de l'IDEC est en projet.		<b>Recommandation 1 :</b> La mission prend en compte le projet de formation. Transmettre à l'ARS l'attestation d'entrée en formation de l'IDEC.	Effectivité 2024		Recommandation 1 levée
<b>Remarque 2 :</b> Selon la structure, le plan de formation du personnel à la déclaration n'existe pas.		<b>Recommandation 2 :</b> L'établissement est invité à établir un plan de formation du personnel à la déclaration.	6 mois		Recommandation 2 levée

<b>Remarque 3 :</b> La structure déclare ne pas avoir signé des conventions de partenariat avec un service de psychiatrie.		<b>Recommandation :</b> La structure est invitée à établir et signer une convention de partenariat avec un service de psychiatrie.	Effectivité 2024		Recommandation 3 levée